



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances – budget fédéral de 2020

Toronto Finance International

Août 2019

Personne-ressource :
Daniel Malik
Vice-président, Politiques et relations avec les
intervenants
Toronto Finance International (TFI)
dmalik@tfi.ca

tfi Toronto
Finance
International

Recommandations :

Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada s'appuie sur la rigueur du rapport du Groupe d'experts fédéral sur la finance durable (« Groupe d'experts ») pour reconnaître l'importance de la finance durable en vue de la transformation qui se produit au Canada et partout dans le monde sous l'effet des changements climatiques.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada collabore avec Toronto Finance International afin de créer le Centre canadien pour la finance durable (CCFD), qui fera du Canada une plaque tournante mondiale de la finance durable. Un CCFD donnerait suite à une recommandation du Groupe d'experts consistant à mettre sur pied un conseil canadien d'action en matière de finance durable (CAFD) chargé de conseiller le gouvernement fédéral et de l'aider à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts. Le CCFD pourrait faire office de secrétariat pour le CAFD.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada collabore avec le secteur financier et le milieu universitaire en vue de mettre en œuvre la recommandation du Groupe d'experts consistant à établir le Centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC), qui agirait à titre de source faisant autorité en matière d'analyse de l'information et des décisions climatiques.

Recommandation 4 : Que le gouvernement du Canada collabore avec le secteur financier afin d'accélérer l'approvisionnement canadien de produits financiers écologiques liquides et liés à la transition, en plus de faciliter l'établissement d'une norme mondiale en matière de financement lié à la transition.

Toronto Finance International

Toronto Finance International (TFI) est un partenariat public-privé entre les trois ordres de gouvernement du Canada, le secteur des services financiers et le milieu universitaire. TFI a pour mission de diriger des mesures collectives qui stimulent la compétitivité et la croissance du secteur financier de Toronto et qui en établissent l'importance en tant que centre financier international de premier plan.

Les activités de TFI consistent aussi bien à aider les entreprises mondiales de services financiers à étendre leurs opérations dans le centre financier de Toronto qu'à collaborer avec la communauté financière, le gouvernement et le milieu universitaire pour favoriser un secteur mondialement compétitif qui stimule la croissance économique au Canada.

Finance durable

La finance durable peut être définie comme un concept regroupant les activités de gestion des risques liés aux flux de capitaux et les processus financiers qui assimilent les facteurs environnementaux et sociaux comme un moyen de promouvoir une croissance économique durable et la stabilité à long terme du système financier.¹

À l'heure actuelle, plusieurs pays du monde déploient des efforts concertés pour traduire les objectifs climatiques en politiques et en pratiques économiques transformatrices. Ces administrations travaillent avec les industries et les entreprises financières afin d'accélérer la finance durable en cherchant audacieusement à en tirer un avantage concurrentiel.

À l'échelle mondiale, il est estimé que l'Accord de Paris sur les changements climatiques nécessitera un investissement mondial de plus de 100 billions de dollars au cours de la prochaine décennie. L'investissement total nécessaire pour le Canada au cours de cette période est estimé à plus de 2 billions de dollars. Un investissement d'une telle ampleur nécessitera que le secteur privé remplisse un rôle important pour que le Canada atteigne ses objectifs en matière de changements climatiques.

Le Canada a de la chance d'avoir un des systèmes financiers les plus stables dans le monde ainsi qu'une réputation bien méritée de bonne gouvernance, de gestion des risques et de saine réglementation. Ce système a un rôle crucial à jouer pour assurer l'ingénuité financière et les flux de capitaux nécessaires afin d'atteindre les objectifs en matière de changements climatiques du Canada.

La mobilisation du secteur financier et du secteur privé en général sera essentielle au succès de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. L'établissement d'une organisation chargée d'orienter la coordination, la collaboration et l'intervention à mesure que seraient établies l'expertise et la capacité du Canada en matière de finance durable permettrait d'accélérer les progrès accomplis par le pays en vue d'atteindre les objectifs en matière de changements climatiques. Cette organisation réunirait des dirigeants et des experts des secteurs privé et public et suivrait des modèles fructueux qui ont été élaborés au Royaume-Uni, en France et en Australie.

¹ [Rapport provisoire du Groupe d'experts sur la finance durable. Gouvernement du Canada.](#)

Groupe d'experts sur la finance durable du Canada

Le Groupe d'experts sur la finance durable, présidé par le doyen de l'École de gestion Rotman de l'Université de Toronto, Tiff Macklem, a été mis sur pied en avril 2018 par les ministres fédéraux de l'Environnement et du Changement climatique et des Finances. Le Groupe d'experts a reçu la tâche de consulter le secteur privé et le gouvernement fédéral et de rédiger un rapport à l'intention des ministres exposant ceci :

- les tendances mondiales en matière de finance durable, notamment la divulgation des risques liés au climat;
- les rôles et responsabilités en matière de finance durable au Canada;
- les possibilités et défis en matière de finance durable et de divulgation des risques liés au climat au Canada;
- une recommandation des prochaines étapes possibles que le gouvernement peut envisager dans sa sphère de compétence.

Le Groupe d'experts a déposé son rapport final le 14 juin 2019. Le rapport compte 15 recommandations visant à harmoniser les activités financières dominantes avec la transition vers une économie compétitive qui est faible en émissions et intelligente sur le plan climatique. Les 15 recommandations figurant dans le rapport final sont regroupées sous trois piliers :

I. L'occasion

Le Canada devrait présenter une vision renouvelée et à long terme de sa transition, assortie de politiques ciblées pour aider les entreprises et les investisseurs de toutes tailles à saisir efficacement les occasions économiques qui s'offrent à eux.

II. Les éléments fondamentaux à l'échelle du marché

Les secteurs public et privé du Canada devraient investir dans les éléments essentiels à l'expansion du marché canadien de la finance durable afin qu'il devienne un marché dominant.

III. Les produits et marchés financiers favorisant une croissance durable

Conscient de la composition unique de l'économie canadienne, le Groupe d'experts a cerné plusieurs occasions d'élaborer et d'élargir des structures de marché et des produits financiers qui faciliteraient particulièrement la transition et l'adaptation du Canada.

Centre canadien pour la finance durable

Un rapport de septembre 2018 par EY/Corporate Knights intitulé [Capitalizing on Sustainable Finance: A growth opportunity for Toronto's financial sector](#) a évalué la possibilité, pour le Canada, de devenir une plaque tournante mondiale de premier plan en matière de finance durable. À l'aide d'une vaste recherche et de la mobilisation des intervenants des secteurs privé et public, les auteurs du rapport ont conclu qu'il fallait une analyse et une coordination approfondies de cette possibilité importante et croissante pour le Canada. En outre, on reconnaissait que le secteur financier pouvait servir de moteur crucial de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Une recommandation clé du rapport d'EY était la mise sur pied d'un nouveau centre de la finance durable au Canada, ayant pour objectifs : 1) de faire office de rassembleur central du secteur financier et des intervenants clés des secteurs privé, public et universitaire; 2) de servir de catalyseur au développement et à la croissance de l'expertise et de la capacité en matière de finance durable.

De plus, le Groupe d'experts sur la finance durable a recommandé la mise sur pied d'un conseil canadien d'action en matière de finance durable (CAFD) chargé de conseiller le gouvernement fédéral et de l'aider à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts. Un Centre canadien pour la finance durable (CCFD) pourrait faire office de secrétariat pour le CAFD.

Les rapports du Groupe d'experts et d'EY reconnaissent pleinement l'importance de la création d'un centre de la finance durable au Canada. TFI cherche donc à travailler avec le gouvernement fédéral afin de faciliter la création d'un tel centre.

Buts

TFI entrevoit le mandat du CCFD comme étant celui de rassembleur du secteur financier et des intervenants clés des secteurs privé, public et universitaire, ainsi que celui de catalyseur servant à stimuler la coordination, la collaboration et l'intervention pour développer l'expertise et la capacité du Canada en matière de finance durable.

Cette organisation rassemblerait des dirigeants et des experts des secteurs privé et public dans les buts suivants :

Stimuler la mobilisation et le leadership en matière de finance durable au Canada

- Assurer une mobilisation et un leadership quant à l'élaboration et à l'exécution de la stratégie nationale du Canada pour la croissance de la finance durable

Rassembleur national

- Rassembler les intervenants pour aborder de manière collaborative les défis et les possibilités clés en cherchant à développer l'expertise et la capacité en matière de finance durable au Canada

Représentation mondiale

- Représenter le Canada dans le dialogue mondial sur la finance durable et promouvoir la marque du Canada en tant que plaque tournante mondiale de premier plan pour la

Exemples de priorités clés

Taxonomie commune pour la finance durable

Dans les marchés mondiaux de la finance écologique et durable qui émergent rapidement, un grand nombre de secteurs canadiens risquent d'être exclus des produits et des services financiers écologiques et de transition, comme les obligations vertes et les prêts verts.

Le CCFD fera office de plaque tournante centrale pour tous les intervenants afin de veiller à l'élaboration d'une norme pour la « finance écologique et de transition » et à faire en sorte que cette norme soit représentée pendant l'élaboration des normes internationales sur la finance durable.

Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques

Un grand nombre d'entreprises canadiennes et d'entités du secteur public prennent maintenant des mesures afin de mettre en œuvre les recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD).

En soutenant ces normes, le CCFD cherchera à augmenter parmi les sociétés et les autres intervenants la prise de conscience de l'importance du suivi, de la gestion et de la divulgation de possibilités et de risques importants liés au climat, et ce, d'une manière constante et comparable.

Partenariats avec les principales organisations nationales et mondiales

Le CCFD établirait des partenariats et collaborerait avec des organisations nationales et internationales comme le réseau international de centres financiers pour la durabilité de l'Organisation des Nations Unies, Climate-KIC, la Coalition pancanadienne d'organisations expertes et les principaux établissements d'enseignement.

Nécessité de données climatiques fiables et constantes

La nécessité de données climatiques de qualité constitue un élément important de la création d'un écosystème solide pour la finance durable. Tel que l'a indiqué le Groupe d'experts :

« Il est essentiel d'avoir accès à des données climatiques fiables et cohérentes – et également d'avoir les moyens de traduire ces données en informations financières pertinentes – pour pouvoir prendre des décisions d'affaires dans une optique de durabilité. On dispose à l'heure actuelle d'un grand nombre de données scientifiques sur les changements climatiques, mais ces celles-ci sont conservées à divers endroits et sous des formes variées. L'accès à ces données est ardu et coûteux pour les grandes institutions, et le coût est souvent prohibitif pour les plus petites institutions. Il n'existe à peu près aucun outil pour faire ressortir les conséquences concrètes de cette information pour une entreprise, une ville ou un portefeuille donné. Cela explique pourquoi une grande partie du système financier commence à peine à comprendre

Tel que l'a indiqué le Groupe d'experts, l'accès à des données fiables éclairerait un large éventail d'activités, y compris, sans toutefois s'y limiter : les décisions de souscription de polices d'assurance ou de titres de créance et de participation; l'essor des communautés et l'aménagement d'infrastructures; la gestion des actifs et des risques; la politique publique; l'innovation; l'élaboration d'une taxonomie; la communication d'information financière; et les services financiers, consultatifs et juridiques. Un tel accès permettrait en outre de libérer une partie de la capacité du secteur privé pour la consacrer à des analyses davantage exclusives et à valeur ajoutée.

Ainsi, pour répondre au besoin de données climatiques de qualité, le gouvernement devrait collaborer avec le secteur financier et le milieu universitaire afin de mettre en œuvre la recommandation du Groupe d'experts consistant à mettre sur pied le Centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC), qui ferait office de source faisant autorité en matière d'analyse de l'information et des décisions climatiques.

Nécessité d'un financement lié à la transition

Tel que l'a indiqué le Groupe d'experts, le Canada est une économie riche en ressources qui dispose d'un secteur financier de calibre mondial et d'une possibilité unique de travailler avec ses partenaires mondiaux pour créer une norme concernant les instruments à revenu fixe spécialement adaptés aux activités de transition intelligentes sur le plan climatique. À l'heure actuelle, de telles activités ne sont pas compatibles avec les normes internationales sur la finance écologique.

Des produits liés à la transition pourraient offrir des conditions économiques favorables en fonction de l'exécution réussie d'améliorations de niveau seuil de l'impact environnemental et du rendement des actifs en ce qui concerne l'efficacité énergétique. Les produits liés à la transition sont susceptibles de combler l'écart entre les investisseurs conscients du climat et les entreprises de l'industrie des ressources, élargissant la base d'investisseurs et procurant des capitaux pour investir dans des technologies établies qui réduisent les émissions.

Le Canada pourrait tout d'abord adopter une taxonomie écologique internationale tout en travaillant de façon indépendante, ou de concert avec d'autres pays dotés en ressources semblables, en vue d'assurer une couverture supplémentaire pour les activités de transition de l'industrie qui sont essentielles pour le Canada, sans toutefois être englobés par la taxonomie internationale.

² [Rapport final du Groupe d'experts sur la finance durable. Gouvernement du Canada.](#)

Le gouvernement du Canada devrait collaborer avec le secteur financier afin d'accélérer l'approvisionnement canadien de produits financiers écologiques liquides et liés à la transition, en plus de faciliter l'établissement d'une norme mondiale en matière de financement lié à la transition.

Conclusion

Le développement et la croissance de la finance durable constituent au Canada une étape importante vers le maintien d'une économie mondialement compétitive.

TFI croit que le Canada a une occasion d'être à l'avant-scène de la transformation qui se produit dans les économies canadienne et mondiale sous l'effet des changements climatiques. Nous croyons que la mise en œuvre des recommandations ci-dessus contribuera à faire du Canada et de son secteur financier des chefs de file mondiaux qui pourront tirer le maximum de cette transformation, en plus de nous permettre d'apporter des contributions importantes au dialogue mondial sur les changements climatiques.

TFI est prêt à collaborer avec le gouvernement fédéral afin de mettre en œuvre les recommandations ci-dessus. Il remercie le Comité de cette occasion de déposer le présent mémoire.